

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

Commune de LÉZIGNAN-CORBIÈRES

AVENANT N° 1

Au contrat de délégation du service public d'adduction d'eau potable

ENTRE :

La commune de LÉZIGNAN CORBIÈRES, représentée par son Maire, Monsieur Gérard FORCADA, agissant en cette qualité, et en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la délibération du conseil municipal, en date du 20 octobre 2022 et désignée, ci-après, par le terme la « Collectivité »,

d'une part,

ET :

La société **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**, Société en Commandite par Actions au capital de 2 207 287 340 euros, dont le Siège Social est 52 rue d'Anjou, 75384 PARIS Cedex, immatriculée sous le numéro 572 025 526 RCS Paris, représentée par Monsieur Olivier SARLAT, Gérant, dûment habilité à cet effet et désignée ci-après par le terme « le Délégataire »,

d'autre part.

IL A ETE PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE:

La Collectivité a confié au Déléataire la délégation du service public d'adduction d'eau potable par un contrat reçu en Préfecture le 8 octobre 2021 à la suite d'une délibération du 18 juin 2021, ci-après dénommé « le Contrat ». L'échéance du Contrat est fixée au 7 août 2029.

Dans un premier temps

Les parties conviennent de l'intérêt de modifier les conditions contractuelles de facturation pour permettre au Déléataire de facturer en continu au fur et à mesure de la relève. Ces dispositions qui permettent de lisser le traitement des relevés ainsi que la facturation, améliorent la disponibilité du Déléataire pour répondre plus efficacement aux sollicitations des consommateurs.

La Collectivité demande à modifier en conséquence la rédaction de l'article 47.1 du Contrat.

Dans un deuxième temps

Le Bordereau des Prix Unitaires annexé au Contrat (Annexe 6) ne comporte pas d'articles concernant les pièces de plomberie utilisées pour les travaux de pose des dispositifs de comptage. Le Déléataire propose un BPU complémentaire pour prendre en compte ces articles. La Collectivité accepte cette proposition

Dans un troisième temps

La Collectivité souhaite mettre en œuvre des actions répondant aux enjeux environnementaux et économiques du développement durable tels que :

- La préservation de l'environnement et la prévention des pollutions,
- La lutte contre le changement climatique,
- La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources,
- La mise en œuvre de modes de production et de consommation responsables.

Pour ce faire, elle demande au Déléataire qui l'accepte, de mettre en œuvre un fonds de développement durable qui permette de financer des projets environnementaux qui seront choisies chaque année en concertation entre la Collectivité et le Déléataire.

Dans un quatrième temps

L'article 48 du contrat prévoit que les tarifs du service sont actualisés par une formule d'indexation visant à refléter l'évolution des coûts des facteurs de production du service et à maintenir l'équilibre économique de la structure des coûts du service. Or, les coûts des facteurs de production varient désormais de façon plus ample et plus rapide. En ce sens, il apparaît que, pour mieux refléter les évolutions constatées et dans un contexte spécifique de hausse des prix des matières premières et de pénurie, il convient d'ajuster les termes des formules d'indexation susvisées.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre :

- des prescriptions de la fiche technique de la direction des affaires juridiques du ministère de l'économie, en date du 21 septembre 2022, concernant les possibilités offertes par le droit de la commande publique de modifier les conditions financières et la durée des contrats de la commande publique pour faire face à des circonstances imprévisibles et articulations avec l'indemnité d'imprévision;
- de la réduction des délais de publication de certains indices par l'Insee notamment ceux du BTP,

- ainsi que consécutivement à la Circulaire n° 6374/SG du 29 septembre 2022 relative aux conditions d'exécution et de modification des contrats de la commande publique dans le contexte de hausse des prix de certaines matières premières, aux termes de laquelle les contrats publics peuvent être modifiés dans un tel contexte, si cela est nécessaire à la poursuite de leur exécution en raison de circonstances imprévues,
- de lissage des effets de la hausse des prix pour les abonnés et éviter ainsi une actualisation potentiellement forte et unique en cours d'année.

En complément à ces aménagements, il apparaît que le paramètre 34766 "Electricité vendue aux ent. ayant souscrit > 36 kVA", utilisé dans la formule de révision de la rémunération, a une forte variation mensuelle saisonnière. Compte tenu de la fréquence semestrielle des révisions, les Parties conviennent de modifier ce paramètre et de le remplacer par sa moyenne des 12 derniers mois.

Le Contrat est modifié conformément aux dispositions des articles L 3135-1 du code de la commande publique ("CCP"). Plus précisément, cette modification est rendue nécessaire par des **circonstances imprévues** conformément aux dispositions prévues à l'article R 3135-5 du CCP.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES A LA FACTURATION

L'article 47-1 « Dispositions générales applicables à la facturation » du contrat est modifié de la façon suivante :

“Le Déléataire perçoit auprès des abonnés du service concédé, en contrepartie des volumes d'eau livrés, les sommes correspondantes aux éléments de tarification :

- *Rémunération du Déléataire ;*
- *Part de la Collectivité ;*
- *Redevance assainissement (rémunération du Déléataire, Part de la Collectivité, droit et redevance additionnels au prix de l'assainissement destinés à des organismes publics) ; - Droit et redevance additionnels au prix de l'eau destinés à des organismes publics ;*
- *TVA.*

La périodicité des factures est semestrielle pour les abonnés ordinaires.

Le volume facturé résultera des indications fournies par le compteur. Il sera procédé à deux relevés et à deux facturations par an, jusqu'au 31 décembre 2022.

Au plus tard à compter du 1er janvier 2023, le relevé des compteurs sera réalisé 2 fois par an via la télérelève.

En cas de blocage du compteur, la consommation facturée sera basée sur les consommations mesurées antérieurement au blocage et sur tout autre élément d'appréciation utile.

Les factures sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le Déléataire se conforme aux dispositions du règlement de service pour ce qui concerne le recouvrement des factures. Il propose aux abonnés dans les conditions définies au règlement de service le paiement par prélèvement mensuel, par TIP ou par internet.

En ce qui concerne les travaux neufs, les abonnés peuvent demander à régler les sommes dues en trois échéances mensuelles : la première sera réglée à réception de la facture et dans un délai maximal de quinze (15) jours, les deux autres seront réglées dans les quinze (15) jours de leur échéance respective.”

ARTICLE 2 – BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Le Bordereau des Prix Unitaires en annexe 6 du Contrat est complété par le Bordereau des Prix Unitaires en annexe 1 du présent avenant

ARTICLE 3 – FONDS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Déléataire met en place un fonds de développement durable d'un montant annuel de 20 000 € HT en valeur du 1er semestre 2022 (dans les conditions économiques du 11 mai 2021, montant à adapter en fonction de la date d'application de l'avenant) pour les 7 années restantes du contrat, à partir du 1er janvier 2022.

Ce fonds de développement durable permet de financer des projets environnementaux. Les actions à financer via ce fonds sont établies en concertation entre la Collectivité et le Déléataire sur la base de devis présentés par le Déléataire et validés par la Collectivité par un "bon pour accord".

Suivi du fonds de travaux :

Les obligations du Déléataire font l'objet d'un suivi annuel selon les modalités décrites ci-après.

Ce Fonds, qui retrace les engagements provisionnés et les dépenses réalisées par le Déléataire, fera figurer :

- En recettes : le montant de la dotation annuelle (telle que définie ci-dessus) et à minima égales aux provisions prévues dans le compte d'exploitation prévisionnel;
- En dépenses : le décompte des dépenses effectuées en fonction des travaux réalisés par le Déléataire. Le montant des dépenses correspondra aux devis acceptés par la Collectivité augmenté des éventuels avenants validés par la Collectivité. Un récapitulatif sera présenté dans le compte rendu annuel du Déléataire à l'appui de ce décompte.

Le fonds et son solde sont suivis dans un tableau tel que celui présenté ci-dessous, qui sera joint au rapport annuel du Déléataire :

		Dépenses réelles passées					Futur
Engagement Initial (E)	année 1	...	année n	Total (A)	Dépense/an A/n	Reste (E-A)=R	Dépense/an R/(d-n)

Avec d = durée restante de la délégation de service public

L'ensemble des données de ce tableau est actualisé chaque année en utilisant la formule de révision contractuelle du prix de l'eau potable.

À l'expiration du contrat, à son terme normal ou de manière anticipée et ce quel qu'en soit le motif, le solde du Fonds s'il est positif (différence entre les provisions et les dépenses effectuées) sera restitué en totalité à la Commune. S'il est négatif, ce solde sera à la charge de la Commune.

Ce solde est déterminé pour l'année n par la différence entre la somme des engagements actualisés cumulés à l'année n et le total A du tableau ci-dessus.

Le Fonds de travaux pourra faire l'objet d'un réexamen lors de chaque révision contractuelle.

ARTICLE 4 – REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'article 45.2 du Contrat "Partie variable PV, proportionnelle à la consommation V" est modifié pour tenir compte des conséquences des éléments définis par le présent avenant sur l'économie du contrat :

"PVo = 0,9862 HT/m3

La part proportionnelle au m3 est payable à l'issue de la période de facturation (semestre).

Ces prix ont été établis au vu du compte d'exploitation prévisionnel proposé par le Déléguataire dans les conditions économiques du 11 mai 2021."

ARTICLE 5 – EVOLUTION DE LA REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'article 48.1 du Contrat "Pour la rémunération R" est modifié par les dispositions suivantes :

"Le coefficient de révision K1n est calculé à l'aide de la formule suivante :

***K1n = 0.30 (ICTH-E) / (ICTH-Eo) + 0.21 (AE) / (AEo) + 0.02 (Moy34766) / (Moy34766 o)
+ 0.34 FSD2 / FSD2o + 0.13 (TP10 A) / TP10 Ao)***

L'article 48.2 du Contrat "Pour le bordereau de prix" est modifié par les dispositions suivantes :

"Le coefficient de révision K2 est calculé à l'aide de la formule suivante :

K2 = TP10a/TP10ao"

L'article 48.3 du Contrat "Pour les travaux de renouvellement" est modifié par les dispositions suivantes :

"Le coefficient de révision K3 est calculé à l'aide de la formule suivante :

K3 = 0,15 *ICTH-E/ICTH-Eo + 0,85*FD/FDo

Ces dispositions s'appliquent à compter de la période de consommation correspondant au second semestre 2022 et pour une période de 2 ans. Si la situation de forte hausse d'inflation perdure, elles pourront être maintenues sur une période plus longue selon un accord entre les Parties.

ARTICLE 6 – PARAMETRES UTILISES DANS LES FORMULES DE RÉVISION

L'article 48.4 du Contrat "Paramètres utilisés" est modifié par les dispositions suivantes :

Les paramètres utilisés dans les formules ci-dessus sont les suivants :

<i>Paramètres</i>	<i>Définition</i>	<i>Valeur de base</i> <i>Valeur connue au 11/05/2021</i>
<i>ICHT-E</i>	<p><i>Coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution. Base 100 en 2008.</i></p> <p><i>A considérer avec effet CICE.</i></p> <p><i>Identifiant INSEE : 001565187</i></p>	<p><i>ICHT-Eo = 123.6</i></p> <p><i>MTP 20210409</i></p>
<i>TP10A</i>	<p><i>Index national de prix de Travaux Publics, canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux. Base 100 en 2010.</i></p> <p><i>Identifiant INSEE : 001710998</i></p>	<p><i>TP10Ao = 111.4</i></p> <p><i>MTP 20210415</i></p>
<i>FSD2</i>	<p><i>Frais et services divers - modèle de référence n°2</i></p> <p><i>Base 100 en juillet 2004</i></p>	<p><i>FSD2o = 132.8</i></p> <p><i>MTP 20210331</i></p>
<i>Moy 34766</i>	<p><i>Electricité vendue aux Ent ayant souscrit >36kVA</i></p> <p><i>La valeur prise en compte pour le calcul de l'indexation est la moyenne des 12 derniers mois</i></p>	<p><i>Moy 34766 o = 119,4</i></p>
AE	<p>Prix d'achat d'eau au Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de la Région de l'Orbieu (€ HT/m3)</p>	<p>0,5436</p>

La date de publication retenue pour les indices évoqués dans le présent contrat est celle référencée sur le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment, version numérique.

Au cas où l'un des indices ci-dessus ne serait plus publié, la Collectivité et le Déléataire se mettent d'accord par simple échange de lettres sur son remplacement par un paramètre équivalent correspondant sensiblement au même élément du prix de revient. Le Déléataire indique à la Collectivité la valeur et le mode de calcul du coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice."

ARTICLE 7 – DATE D'EFFET

Le présent avenant prendra effet le lendemain de sa date de transmission au Représentant de l'Etat.

Toutes les clauses et dispositions du contrat non expressément modifiées par les présentes demeurent intégralement applicables.

ARTICLE 8 – ANNEXE

Est annexé au présent avenant :

1. Le Bordereau des Prix Unitaires Complémentaires; 2.
- Le Compte Prévisionnel d'Exploitation Complémentaire.

Fait à Lézignan Corbières, le

Etabli en 3 exemplaires originaux dont 1 pour chacune des parties.

<p>Pour la commune de Lézignan Corbières</p> <p>Le Maire</p> <p>Gérard FORCADA</p>	<p>Pour VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux</p> <p>Le Directeur Régional</p> <p>Olivier SARLAT</p>
<p>Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur</p> <p>011-211102033-20221020-2022-163-DE</p> <p>Accusé certifié exécutoire</p> <p>Réception par le préfet : 26/10/2022</p> <p>Publication : 26/10/2022</p>	